

España y Europa (julio 1962)

Source: “L’Espagne et l’Europe”, ME-2157 1962, julio 1962, Archivo Histórico de la Unión Europea, Instituto Universitario Europeo. Florencia.

Copyright: Archives historiques de l'Union européenne

URL: http://www.cvce.eu/obj/espana_y_europa_julio_1962-fr-0ccddffe-3068-408f-bf3b-4d9d5db2533d.html

Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

L'ESPAGNE et L'EUROPE

Divers événements de portée différente ont récemment attiré l'attention sur l'Espagne : les grèves des derniers mois, les positions prises par l'Eglise, la participation d'Espagnols au Congrès de Munich du Mouvement Européen et ses suites. Ils expriment tous une situation dont les conséquences seront nombreuses et importantes, même si elles ne peuvent toutes être dès à présent évaluées. Le dernier remaniement du Gouvernement espagnol en est un premier effet.

L'Espagne semble parvenue à un tournant. Fondamentalement la situation de ce pays est le résultat d'un effort de plus en plus accentué pour sortir d'un isolement politique, économique et social, moral et même spirituel, qui dure pratiquement depuis la guerre civile. Cet effort est l'œuvre des milieux politiquement, économiquement et spirituellement responsables, comme de groupes d'opinion fragmentairement organisés. Il prend des chemins, revêt des formes, obéit à des impératifs, qui sont différents, antagonistes, voire inconciliables. Les préoccupations qui en sont la source sont parfois confuses, toujours inégalement ressenties. Mais l'effet lui-même est presque général.

Il se traduit aujourd'hui par l'adhésion, enthousiaste ou hésitante selon les milieux, à l'idée européenne d'unité européenne et à ses diverses implications internes ou externes. La tension qui en est le résultat n'est pas sans grandeur. Elle n'est pas fondamentalement différente des mutations opérées

- 2 -

dans les autres pays d'Europe. Les conditions politiques actuelles de l'Espagne, l'organisation des pouvoirs, les difficultés ~~simples~~ d'expression publique, lui donnent, par contre, une portée beaucoup plus profonde qu'en aucun autre pays.

Les raisons de participer au processus d'intégration européenne sont apparemment d'abord d'ordre économique. La constitution aux ~~frontières~~ ^{frontières} de l'Espagne d'un vaste marché unifié, première puissance commerciale du monde, une des premières puissances industrielles, rendent indispensable un immense effort de l'économie et du commerce espagnols pour préserver et renforcer ses débouchés et pour acquérir des possibilités de modernisation et de développement que seul le Marché Commun européen peut lui offrir. Ces réalités là sont très consciemment perçues par les milieux économiques et bancaires depuis plusieurs années. Elles ont déterminé récemment la politique officielle du Gouvernement espagnol qui vient de demander l'association de l'Espagne au Marché Commun et qui envisage sans doute une adhésion ultérieure.

Des raisons de politique et de sécurité imposent aussi au Gouvernement espagnol de se rapprocher des Communautés européennes à partir du moment où elles paraissent solidement implantées et susceptibles de ~~continuer~~ développement politique et militaire et semblent constituer des remparts contre le communisme. Les accords conclus par l'Espagne avec les Etats-Unis d'Amérique pour l'utilisation de bases sur son territoire et pour le développement de ses forces armées, ne remplacent

- 3 -

d'ailleurs nullement une politique tendant au rapprochement avec les pays occidentaux, et à une participation à l'O.T.A.N.

D'autres raisons de caractère politique générale, on pourrait même dire de caractère moral, ont déterminé en Espagne, depuis plusieurs années déjà et indépendamment des milieux responsables gouvernementaux, une attirance vers l'unité européenne avec l'acceptation ou plutôt en raison de l'acceptation de toutes les conséquences de celle-ci. Les principes philosophiques et moraux sur lesquels reposent la construction européenne depuis ses débuts, la liberté, le respect des droits de l'homme, la démocratie, ont en Espagne même, un retentissement dont on n'a pas toujours à l'extérieur une juste notion. Les Espagnols les plus jeunes surtout, qui n'ont pas connu la guerre civile et qui à ce titre en ont moins subi le traumatisme que leurs aînés, voient dans l'unification européenne un moyen de rentrer dans le circuit de la pensée politique européenne dont beaucoup souffrent d'avoir été écartés, un moyen de résoudre "par le haut" des problèmes internes dont ils ont conscience qu'ils n'ont pas par eux-mêmes de solution, rapide et sans danger, un moyen de rendre à leur société une liberté politique dont ils ~~manquent~~ sont à la fois avides et privés d'expérience.

Plus que cela, l'Europe apparaît pour ces Espagnols une sorte de mythe de l'avenir leur assurant la réconciliation avec le passé, la seule valeur politique occidentale qui soit en train de faire ses preuves face au communisme.

.../

- 4 -

Pas plus en Espagne qu'ailleurs bien sûr, et sans doute moins en Espagne qu'ailleurs, étant donné les circonstances politiques et la nature du régime, l'idée d'Europe n'est pas totalement désincarnée. Pour certains, elle n'est qu'un moyen de résoudre des problèmes qui, sur le plan purement intérieur, seraient insolubles, que ce soit dans le domaine ^{économique} ~~politique~~ social ou politique; mais pour d'autres, elle est aussi un moyen de hâter une transformation profonde, voire radicale, des structures espagnoles actuelles. Pour ceux-là comme dans les autres pays, des conjonctions plus ou moins conscientes, plus ou moins volontaires sont possibles et s'opèrent entre l'idée européenne et la politique intérieure. Cela est inévitable dès l'instant que la "révolution européenne" prétend être davantage que l'établissement d'une nouvelle alliance ou l'aménagement de relations diplomatiques privilégiées : la construction d'une société politique ~~entière~~ nouvelle.

Les grèves récentes en Espagne ne sont explicables que par un ensemble de raisons d'ordre purement intérieur, à commencer sans doute par la volonté de l'Action Catholique de disputer au Communisme, en prévision de l'avenir, l'emprise sur les milieux ouvriers.

Sur le plan de la tension "européenne" on peut y déceler, une double manifestation à l'égard de la politique européenne du gouvernement : la volonté de voir se traduire la politique de libéralisation économique pré-européenne par une amélioration des conditions de vie des ouvriers et la

.../

- 5 -

volonté d'obtenir à terme, par un mouvement général, surtout s'il est appuyé par l'Eglise, la reconnaissance de droits conformes au droit naturel, qui n'étaient pas précédemment reconnus.

Ce que l'on a appelé l'attitude récente de l'Eglise espagnole, ou plus exactement, des membres de la hiérarchie de l'Eglise espagnole, a aussi de multiples raisons y compris sans doute, d'opportunité politique. Par cette attitude nouvelle elle s'engage publiquement sur la voie de l'alignement avec les positions prises depuis longtemps dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale en matière de libertés fondamentales de l'Homme, notamment dans le domaine social et dans le domaine de l'expression.

Quant à la réunion de délégués espagnols au Congrès du Mouvement Européen à Munich, elle se plaçait sur le seul plan européen, quoiqu'on ait dit, particulièrement en Espagne ^{en} quoiqu'on ait écrit dans les articles de presse tapageuse repris dans toute la presse espagnole. Elle ne fut pas d'abord un rassemblement des oppositions. Elle fut d'abord un rassemblement en faveur d'une certaine unité européenne, d'un nombre relativement important de personnes appartenant à des groupes oeuvrant souvent depuis de nombreuses années en faveur de l'unité européenne, principalement dans les universités et les milieux économiques. A ce titre elles ne faisaient pas nécessairement partie de ce qu'on appelle

.../

- 6 -

l'opposition; et dans certains cas n'y appartenaient pas du tout. Il est vrai que dans ces groupes d'"Européens" s'attachant à défendre, au milieu de nombreuses difficultés l'idée d'une Europe démocratique et supranationale, du respect des Droits de l'Homme, des opposants à certains aspects du régime actuel de l'Espagne pouvaient s'y trouver plus nombreux qu'ailleurs.

Comme cela se passe dans les autres pays, se trouvaient représentés en fait, dans les délégations, la plupart des tendances politiques qui sont d'accord avec le contenu de l'Europe démocratique et supranationale en construction, donc à l'exclusion des communistes, pour la raison qu'elles se trouvent représentées dans les divers groupes d'"Européens" dont l'implantation est géographique. Ainsi comme chacun le sait se sont trouvées indirectement représentées les tendances de la démocratie chrétienne, de la gauche libérale et du socialisme, et même, comme on le sait moins, des groupes dont les sympathies pour la forme du régime espagnol et ses dirigeants n'étaient récemment peu discrètes, ce qui ne les empêcha nullement de voter la résolution.

Assurer cette participation à Munich ne demandait pas, comme on le croit au sein du Gouvernement espagnol, de nombreuses et savantes manoeuvres. Il suffisait d'inviter les personnes et les groupes qui s'étaient fait connaître par avant au cours de plusieurs années par un travail européen de plus en plus efficace, en procédant à des études, en organisant des rencontres ou des conférences etc... C'est l'aboutissement

- 7 -

d'un travail spontané et souvent désordonné, mais continu, d'Espagnols en faveur de l'Europe. Ce n'est pas l'aboutissement d'une conjuration.

Le succès de participation d'Espagnols venant d'Espagne a étonné tout le monde. La raison en est probable et à chercher simplement dans le fait que ces groupes ou ces personnes, depuis longtemps en contact avec l'Europe, connaissaient les difficultés réelles, politiques et psychologiques de l'intégration de l'Espagne à l'Europe, et ont voulu tenter de les réduire en dehors de l'Espagne, par une manifestation importante et sans ambiguïté qui fournissait les termes de la solution.

Certains étaient venus d'Espagne avec un texte soigneusement pesé. Ils ont rencontré chez les autres participants espagnols à Munich, de l'intérieur et de l'émigration, une modération, un amour de leur pays, qui les ont frappés.

Ensemble, ils ont adopté un texte inspiré par les Espagnols de l'intérieur, et approuvé ensuite, dans son esprit, par les acclamations du Congrès. Ce texte se contente d'exprimer, de manière modérée mais en les précisant les principes du Mouvement Européen, et de dire ce que tout le monde sait parfaitement depuis longtemps, à savoir que pour s'intégrer aux Communautés européennes, l'Espagne doit évoluer politiquement et socialement en s'inspirant des préceptes de la démocratie et du respect des droits de l'homme de la personne humaine qui ~~forment~~ ^{forment} la base idéologique de cette Europe. Il condamne, en outre, toute espèce de violence dans le processus

.../

- 8 -

d'évolution politique.

Cette résolution fix¹ d'abord l'objet en Espagne, dans les milieux responsables et dans la presse qui ne l'a d'ailleurs jamais publié, d'interprétations peu scientifiques. Ses auteurs furent accusés de trahison, rien de moins. Aujourd'hui ses accusations paraissant s'estomper. Le Gouvernement lui-même reconnaît la nécessité d'une évolution qui était réclamée par la résolution de Munich.

Ce qui demeure reproché aux participants espagnols de Munich, et qui serait la cause de sanctions prises contre certains d'entre eux -exil ou assignation à résidence -, est d'avoir profité du Congrès pour opérer une conjonction entre les oppositions de l'intérieur et de l'émigration, d'avoir selon la déclaration du ministre de l'intérieur aux Cortes, dernière en date, formenté un "complot".

Un tel complot est-il réel ? Si on appelle "complot" la seule rencontre d'Espagnols de l'intérieur et de l'émigration et leur accord sur un texte ~~commun~~ commun d'esprit européen, alors il est évident. Il restera à expliquer ce qu'une telle rencontre dans le Mouvement européen d'Espagnols n'habitant pas tous l'Espagne a d'impie. S'il doit être, en outre, la construction d'une opposition politique ayant un but précis, définissant les structures d'un nouveau pouvoir et le programme d'une nouvelle politique, alors il est peu vraisemblable. Alors, ce complot ne réside que dans les appréhensions d'un pouvoir peu habitué à supporter les critiques.

.../

... 9 -
seulement
De toutes façons l'avenir montrera si les "conjurés" de Munich peuvent être d'accord sur autre chose que l'Europe et ses principales implications.

En tous cas, dans l'immédiat, l'effet principal et paradoxal des sanctions prises contre certains des participants au Congrès du Mouvement Européen - mis à part leur caractère assez révoltant - aura été de les associer de manière plus durable qu'ils ne l'étaient auparavant, et ^{de} les bâtir publiquement en leaders de l'opposition. Ils n'en espéraient sûrement pas tant.

Dans quel sens exactement l'Espagne bouge-t-elle ? Il paraît impossible encore de le préciser. Faute d'opinion organisée et d'élections périodiques, les critères habituels d'évaluation des forces en présence ne sont guère utilisables.

Ce qui constitue l'enseignement capital et reconfortant des derniers événements, y compris Munich, c'est que l'évolution qui s'est amorcée ou va s'amorcer en Espagne ne conduit pas à la violence mais à la réconciliation, c'est que celle-ci s'opère en fonction de l'idée européenne et est donc tournée vers ~~l'avenir~~ l'avenir, c'est enfin que le communisme n'y a eu aucune part.

Que la réconciliation entre d'anciens adversaires d'une guerre civile implacable se soit opérée sur l'idée d'intégration européenne et dans le Mouvement européen, est une preuve supplémentaire que l'unité européenne n'a pas pour seul but la sauvegarde d'intérêts mais qu'elle a des vertus positives, en Espagne comme ailleurs et qu'elle permet

- 10 -

des regroupements de volontés autrefois antagonistes, en
faveur d'une tâche à la dimension de notre siècle.

Robert van SCHENDEL